

Cote du document: EB 2011/LOT/P.7  
Date: 8 novembre 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt supplémentaire à la République d'El Salvador pour le

### Projet de développement rural et de modernisation pour les régions centrale et paracentrale (PRODEMOR-Central) – Expansion

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Enrique Murguía**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2341  
courriel: e.murguia@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
<b>III. Exécution du projet</b>	<b>5</b>
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
E. Supervision	7
<b>IV. Coût, financement et avantages du projet</b>	<b>7</b>
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>9</b>
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
<b>VI. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>10</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>10</b>

**Annexe**

Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	11
---	----

**Appendice**

Logical framework (Cadre logique)	1
--------------------------------------	---

**Sigles et acronymes**

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRODEMOR-Central	Projet de développement rural et de modernisation pour les régions centrale et paracentrale
S&E	Suivi-évaluation
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UCP	Unité de coordination du projet

**Republic of El Salvador**

Rural Development and Modernization Project for the Central and Paracentral Region

President's report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République d'El Salvador

### Projet de développement rural et de modernisation pour les régions centrale et paracentrale (PRODEMOR-Central) – Expansion

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République d'El Salvador
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du projet:</b>	38,40 millions d'USD
<b>Montant du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire:</b>	11,15 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire:</b>	18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
<b>Montant du prêt du FIDA (tel qu'approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en septembre 2007):</b>	9,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,56 millions d'USD)
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	5,40 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	3,40 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République d'El Salvador pour le Projet de développement rural et de modernisation pour les régions centrale et paracentrale (PRODEMOR-Central) – Expansion, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

## Proposition de prêt supplémentaire à la République d'El Salvador pour le Projet de développement rural et de modernisation pour les régions centrale et paracentrale (PRODEMOR-Central) – Expansion

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'incidence de la pauvreté rurale en El Salvador continue d'être élevée et le secteur rural présente une vulnérabilité croissante. La crise financière et la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires ont eu un fort impact sur la population. Dans le même temps, le pays a de grandes difficultés à promouvoir les cultures d'exportation traditionnelles (sucre, café), à diversifier la production et à réduire les importations de produits alimentaires. Les filières alimentaires (cultures vivrières et commerciales) présentant un intérêt pour les groupes cibles du FIDA sont fragilisées par des insuffisances dans les domaines suivants: les actifs liés à la production et l'infrastructure à valeur ajoutée; les ressources et services financiers; l'assistance technique du secteur public; et, surtout, l'accès aux marchés. Les contraintes de ce type engendrent une faible productivité, une baisse de la consommation et des revenus et la pauvreté.
2. El Salvador est un petit pays densément peuplé à revenu intermédiaire inférieur d'Amérique centrale; il a une population (rurale à 40%) de 6,9 millions habitants et un RNB par habitant de 3 360 USD (méthode Atlas, 2010). L'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est de 0,659 pour El Salvador (le plaçant au 90<sup>e</sup> rang sur un total de 169 pays classés) (2010). El Salvador est le premier pays à avoir mis en œuvre le Traité de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et les pays d'Amérique centrale (en mars 2006), et il a ainsi pu diversifier ses exportations. Le secteur agricole/rural du pays représente 13% du PIB mais emploie 44% de sa population active. L'indice de la compétitivité du Forum économique mondial situe El Salvador à la 82<sup>e</sup> place (avec 3,99) pour 2010-2011.
3. El Salvador est un pays qui présente, au sein des régions et municipalités, de grandes disparités sociales et économiques (le coefficient de Gini étant de 0,46), qui touchent les femmes et les groupes vulnérables en particulier. Les populations les plus pauvres d'El Salvador ne subsistent que grâce à l'agriculture et ont un accès limité à la terre, qui est souvent de moindre qualité. Le pays se caractérise par une forte concentration de terres productives entre les mains de quelques propriétaires. Environ 80% des producteurs agricoles cultivent des parcelles de moins de 1,4 hectare, souvent sur des terrains en pente raide; un grand nombre d'exploitants qui louent la terre pratiquent l'agriculture de subsistance. El Salvador ne satisfait pas à la demande intérieure de céréales et d'autres produits alimentaires, et sa sécurité alimentaire et nutritionnelle est donc constamment menacée. Il fait l'objet d'une importante dégradation des ressources naturelles et d'une exposition permanente aux catastrophes liées au climat. Cette vulnérabilité particulière aux précipitations irrégulières, aux sécheresses de longue durée et aux

fléaux récurrents – résultant de changements climatiques sensibles – a des effets négatifs marqués sur les moyens de subsistance des groupes cibles du FIDA. La crise récurrente des prix pétroliers et alimentaires a entraîné des milliers de pertes d'emplois, surtout dans le *maquila* (secteur du montage tourné vers l'exportation) et une baisse des envois de fonds.

4. Si, selon les estimations, la pauvreté touche 49% de la population rurale, les femmes rurales d'El Salvador se trouvent au plus bas de l'échelle sociale et économique. L'accès des femmes à l'éducation, au travail salarié, à des salaires justes, aux services de base et aux programmes de développement productif et social est généralement limité. De la même manière, les jeunes des zones rurales se heurtent à un cruel manque de possibilités en matière d'éducation et d'emploi. Les populations d'origine indigène (Nahua-Pipil, Lenca et Cacaotera), établies dans 63 des 262 municipalités du pays, qui représentent au moins 10% de la population totale, survivent dans des conditions de marginalité et d'indifférence socioculturelle extrêmes.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

5. En considération des contraintes décrites ci-avant, le nouveau Gouvernement d'El Salvador (juin 2009) a dégagé un ensemble de grandes questions liées au développement national et sectoriel dans son document stratégique de développement, lequel présente une vision de la situation d'El Salvador en 2024 (*Apuestas Estratégicas para el Año 2024*); il a en outre dégagé les domaines prioritaires en matière de développement pour 2010-2014 (*Áreas Prioritarias del Quinquenio 2010-2014 de El Salvador*).
6. Ainsi, le gouvernement est résolu à continuer d'investir dans le développement rural et la réduction de la pauvreté, tout en s'attachant à: i) accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribuer ainsi à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement; ii) établir une plateforme pour la diversification/l'intensification de l'agriculture et la création d'entreprises et d'emplois dans les zones rurales; iii) promouvoir l'accès aux marchés intérieurs, intrarégionaux et extérieurs; et iv) consolider un programme de développement rural national dans le contexte d'institutions sectorielles renforcées.
7. Le nouveau plan sectoriel stratégique du gouvernement pour 2010–2014 (*Modernización y Ampliación de la Base Productiva Agroalimentaria*) met l'accent sur les priorités suivantes: i) création de revenus et d'emplois; ii) expansion et diversification de la base de production du pays; iii) renforcement des liens entre activités productives/entreprises agricoles, commercialisation et accès aux marchés extérieurs; iv) innovation technologique et modernisation rurale; v) promotion d'associations économiques et de production et développement de capacités entrepreneuriales; vi) construction de nouvelles autorités rurales axées sur les femmes et les jeunes des zones rurales; vii) expansion des infrastructures productives et sécurité alimentaire; et viii) viabilité écologique et intégration territoriale, y compris l'identification de microrégions dotées d'un potentiel productif.
8. **Objectifs stratégiques.** Si le FIDA a déjà financé des projets axés sur la reconstruction liée aux tremblements de terre et aux guerres, son programme d'options stratégiques pour El Salvador (2001) a mis l'accent sur quatre domaines stratégiques visant à promouvoir la modernisation rurale et à jeter les bases de son intervention à l'échelle nationale: i) innovation/transformation agricole; ii) microentreprises; iii) filières commerciales; et iv) formation professionnelle axée sur les compétences. Les grands axes de la stratégie du FIDA pour El Salvador ont été redéfinis lors du processus de formulation du Projet de développement rural et de modernisation pour les régions centrale et paracentrale (PRODEMOR-Central) de manière à tenir compte du nouveau contexte institutionnel du pays et de l'évolution

des contraintes/possibilités. La stratégie adoptée consiste à créer des revenus et des emplois pour les groupes cibles du Fonds, en suivant les axes suivants: i) le développement de liens entre entreprises et la promotion de l'accès aux marchés pour les entreprises et microentreprises rurales; et ii) la mise en valeur du capital humain et social, à savoir le renforcement des capacités organisationnelles et entrepreneuriales et de la planification des territoires ruraux, en fonction des priorités de développement du pays.

9. Le premier PRODEMOR-Central a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en septembre 2007. Le prêt du projet (n° 728-SV) a pris effet le 18 décembre 2009. La date d'achèvement du projet a été initialement fixée au 31 décembre 2015 et la date de clôture du prêt au 30 juin 2016. Le coût total du projet, à l'origine de 20,07 millions d'USD sur six ans, est financé par un prêt du FIDA d'un montant de 14,56 millions d'USD (à des conditions intermédiaires) et par les contributions du gouvernement et des bénéficiaires.
10. L'élargissement proposé du projet – qui sera financé par un prêt supplémentaire d'un montant de 15,0 millions d'USD accordé par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire – est justifié compte tenu de l'objectif déclaré d'extension de la couverture de l'agriculture familiale (*agricultura familiar*) et d'intensification de l'action en faveur du développement visant à coïncider avec les stratégies du nouveau gouvernement. Dans le même temps, l'élargissement du projet facilitera la consolidation des activités de production et des chaînes de valeur résultant d'opérations antérieures du FIDA. Le financement supplémentaire accroîtra l'impact du projet en termes d'accès aux marchés, grâce au financement d'autres sous-projets. Il permettra en outre de fournir une assistance technique spécialisée et un financement aux entreprises associatives rurales déjà créées à Chalatenango et La Libertad dans le cadre du Programme de reconstruction et de modernisation rurale (PREMODER).

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

11. La nouvelle zone d'intervention comprend les zones rurales de 121 municipalités des régions centrale et paracentrale, y compris toutes celles des départements suivants: Cabañas (9 municipalités); Chalatenango (33); Cuscatlán (16); La Libertad (22); La Paz (22); San Vicente (13); et San Salvador (6 municipalités sélectionnées sur la base d'indicateurs socioéconomiques: Guazapa, Panchimalco, Rosario de Mora, San Martín, Santiago Texacuangos, Tonacatepeque). Ces municipalités sont toutes essentiellement rurales avec des populations pauvres et extrêmement pauvres. Le projet fournira un appui crucial au Plan pour l'agriculture familiale, principalement à travers deux programmes clés axés sur: i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale; et ii) les liens entre activités de production.
12. Le groupe cible comprend: les habitants des communautés pauvres pratiquant une agriculture familiale à petite échelle destinée à la consommation et/ou à la vente sur les marchés locaux; les paysans sans terre et les travailleurs agricoles; les propriétaires de petites entreprises et les microentrepreneurs (agricoles et non agricoles); les femmes et les jeunes des zones rurales; et les populations marginalisées caractérisées par le respect de traditions culturelles autochtones bien marquées. Le projet ciblait initialement 33 000 familles (qui bénéficieront directement de ses interventions) vivant dans 66 municipalités de cinq des sept départements des régions centrale et paracentrale. Grâce au financement supplémentaire, il permettra d'atteindre 40 000 familles bénéficiaires, vivant dans les 121 municipalités des sept départements des régions centrale et paracentrale. Parmi ces familles, 15 000 bénéficieront d'une assistance technique, de plans d'activité, de l'accès à des fonds de renforcement des actifs non remboursables et à des services financiers ruraux fondés sur le jeu du marché; et 25 000 bénéficieront d'une infrastructure sociale, d'une formation, de mesures favorisant les femmes et

les jeunes des zones rurales, de bourses d'études pour un enseignement technique et d'une planification municipale et territoriale améliorée.

## **B. Objectif de développement du projet**

13. Le projet vise à réduire sensiblement la pauvreté au sein de la population rurale des communautés et municipalités des régions centrale et paracentrale. Fidèle à ses objectifs d'origine, le projet permettra aux ruraux pauvres de la zone d'intervention de renforcer le capital humain et social et d'accroître la production, l'emploi et les revenus, tout en régénérant les ressources naturelles et en les gérant rationnellement dans le contexte de structures consolidées capables de mettre en œuvre le développement rural.
14. Le projet s'articule autour de trois grands axes: i) mise en valeur du capital humain et social en renforçant les capacités d'organisation, de gestion et de décision des communautés rurales, des associations de producteurs, des associations de développement communautaire, des coopératives et des prestataires de services sectoriels; ii) transformation des activités agricoles et non agricoles de subsistance en entreprises et microentreprises rurales rentables capables de s'intégrer dans les marchés locaux et extérieurs, qui bénéficieraient d'une assistance économique et technique spécialisée, de ressources de fonds d'investissement commun compétitifs pour le renforcement des actifs et d'un accès aux services financiers; et iii) régénération de l'environnement des zones dégradées par une gestion rationnelle des ressources naturelles et l'institutionnalisation du processus de planification territoriale.
15. Le projet contribuera en outre à améliorer la coordination du développement rural et l'harmonisation des stratégies de réduction de la pauvreté, de limiter la vulnérabilité aux changements climatiques et d'améliorer la sécurité alimentaire. Ce résultat sera obtenu grâce à: i) un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles en faveur du développement rural, dont celles de la Direction générale du développement rural du Ministère de l'agriculture; ii) l'appui à la planification territoriale participative au niveau municipal; et iii) la consolidation des alliances stratégiques avec les organismes de développement partenaires et les entités clés du secteur privé.

## **C. Composantes/résultats**

16. **Composantes.** Le projet garde les cinq composantes d'origine: i) mise en valeur du capital humain et social; ii) production durable et régénération et gestion des ressources naturelles; iii) développement des entreprises et microentreprises rurales; iv) services financiers ruraux; et v) coordination du projet et renforcement institutionnel en faveur du développement rural.
17. **Résultats.** En principe, à travers ses activités et investissements, le projet permettra de réaliser les six principaux résultats suivants: i) mise en valeur du capital humain et social: les capacités de participation, de décision et de gestion des communautés rurales/autochtones, des associations de producteurs et des prestataires de services sont renforcées, ce qui déclenchera un processus de développement communautaire et autogéré axé sur le développement inclusif et la modernisation rurale; ii) production agricole durable: les capacités de production durable et compétitive des associations pour le développement communautaire (ADESCOS), des unités de production familiale et des organisations de producteurs sont efficacement soutenues et renforcées; iii) régénération et gestion des ressources naturelles: les populations rurales/autochtones bénéficiaires adoptent des technologies améliorées de production durable et de régénération, qui contribueront à un renversement de la déforestation, de l'érosion des sols et de la dégradation générale des ressources naturelles aux niveaux des exploitations, des microbassins versants et des municipalités; iv) développement des entreprises et microentreprises rurales: les bénéficiaires organisés développent et renforcent leurs capacités entrepreneuriales, mettent en place des entreprises et microentreprises

rurales (agricoles et autres) modernes et compétitives, visant les marchés locaux et extérieurs, du point de vue des chaînes de valeur; v) services financiers ruraux: l'accès des bénéficiaires du projet au crédit et aux services financiers est facilité aux fins de la production, de la transformation, de la commercialisation et de l'exportation; et vi) coordination du projet et renforcement institutionnel en faveur du développement rural: les capacités techniques, opérationnelles et de coordination interinstitutionnelle du Ministère de l'agriculture sont renforcées et consolidées.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

18. La stratégie d'exécution: sera en prise sur la demande et prévoira la participation active des groupes cibles; reposera sur un mécanisme de ciblage transparent qui transfère directement les ressources et les compétences aux entités économiques organisées; sera conçue pour jeter les bases du développement à long terme aux niveaux local, municipal et des microbassins versants, et au sein des communautés autochtones; et sera résolue à établir une nouvelle plateforme de coordination en faveur du développement rural au sein du Ministère de l'agriculture. Une attention particulière sera accordée à la promotion de l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes rurales et à la définition d'une action spécifique visant à aider les femmes à exercer pleinement leurs droits et leurs capacités dans des domaines comme la direction et l'entrepreneuriat.
19. Les signaux du marché et la demande constitueront le moteur du projet, tandis que le plan d'activité sera l'instrument majeur de la conception des activités, de l'investissement, de la production/transformation et du suivi. Les fonds de renforcement des actifs compétitifs seront développés suivant les divers liens (production/traitement/commercialisation) des filières intéressant les groupes cibles du FIDA.
20. Le projet sera exécuté à travers les mécanismes suivants: des liens avec les entreprises selon les divers maillons des filières identifiées; la planification municipale et la gestion et le développement du territoire dans les zones rurales qui utilisent et soutiennent les associations municipales existantes (*mancomunidades*); et les alliances effectives au niveau commercial avec des entités du secteur privé. En outre, l'accent est mis sur la sécurité alimentaire par: l'amélioration de la productivité des céréales alimentaires traditionnelles et la promotion de cultures économiquement plus rentables; des revenus dérivés d'activités non agricoles; et l'amélioration de l'accès à l'épargne rurale et à d'autres services financiers. Les capacités de planification des structures des collectivités locales et des municipalités seront renforcées pour soutenir le développement territorial dans les zones rurales.

#### B. Cadre organisationnel

21. Le projet sera exécuté par le Ministère de l'agriculture (qui est l'organisme d'exécution) par l'intermédiaire d'une unité de coordination du projet (UCP) située sur le terrain, d'entités de coexécution sous contrat et de prestataires spécialisés de services techniques et autres. L'UCP bénéficiera de l'autonomie financière et administrative en vertu des pouvoirs qui lui seront délégués par le Ministère, selon des dispositions analogues à celles d'autres projets financés par le FIDA dans le pays. L'UCP sera constituée d'une direction et de trois unités d'appui:
  - i) administration; ii) développement axé sur la parité entre les sexes; et
  - iii) planification, suivi-évaluation (S&E) et apprentissage. Les composantes du projet seront exécutées en collaboration avec des spécialistes des domaines suivants: développement humain et social; production durable et gestion des ressources naturelles; entreprises et microentreprises rurales; et gestion des fonds et du crédit.

22. Les principaux partenaires d'exécution du Ministère de l'agriculture seront: les municipalités et les associations municipales qui participent à la promotion de la planification et du développement aux niveaux local/territorial; les associations de développement communautaire; les associations de producteurs fournissant des services techniques; les institutions financières et les institutions de microfinancement offrant des services financiers et des formations en milieu rural; et des prestataires de services techniques/entrepreneurs privés sous contrat et des partenaires commerciaux participant à la formulation de plans d'activité et à la promotion des exportations. À la faveur d'un apprentissage quotidien par la pratique, les bénéficiaires acquerront les capacités d'organisation et d'exécution nécessaires pour tirer profit des possibilités offertes par le projet. Le projet fournira l'assistance technique et l'appui requis. Il favorisera les alliances stratégiques avec les organismes de développement et le secteur privé, vu l'importance de ce dernier dans la fourniture de services techniques, de gestion d'entreprise, de promotion des exportations et d'autres services. Un conseil consultatif et un comité d'évaluation du financement contribueront à l'exécution du projet.
23. Pour garantir une exécution rapide du projet et une bonne administration des fonds, le gouvernement signera un accord avec le PNUD en El Salvador, suivant en cela l'exemple d'autres projets du FIDA en cours d'exécution dans le pays.

### **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

24. Le projet sera exécuté conformément à un cadre de gestion des résultats, comparable au cadre du programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats, et au cadre logique. Les instruments participatifs pour la planification, le S&E, l'apprentissage et la gestion des savoirs seront alignés sur les indicateurs de résultats et d'impact utilisés par le Secrétariat technique du Bureau du Président et le système de S&E du Ministère de l'agriculture. S'agissant des indicateurs et valeurs de référence clés pour l'évaluation de la performance, qui tiendront compte des divers besoins des groupes cibles et des préoccupations transversales visées par le projet (parité entre les sexes, jeunes, sécurité alimentaire, réduction de la vulnérabilité), on peut citer les exemples suivants: i) pourcentage de ménages affichant un indice des actifs (indicateur fondamentale du système de gestion des résultats et de l'impact [SYGRI] du FIDA) en hausse; ii) réduction du taux de malnutrition infantile (indicateur fondamentale du SYGRI); iii) indice de développement humain par municipalité et département; iv) nombre de microentreprises rurales (coopératives, associations de producteurs, autres entreprises organisées, agricoles et autres) qui ont accès aux marchés locaux, nationaux et/ou extérieurs; v) nombre de nouveaux emplois grâce à la création, à l'élargissement et à la consolidation d'entreprises et de microentreprises rurales; et vi) nombre de bénéficiaires du projet ayant accès aux services financiers ruraux. Pour faire en sorte que les résultats du projet puissent être mesurés – et les expériences en matière d'exécution dûment recueillies et diffusées –, des systèmes adéquats seront mis en place pour le S&E et la gestion des savoirs, le SYGRI et le suivi de l'exécution des sous-projets.
25. Le projet mettra à profit l'expérience du FIDA tout en tirant ses propres enseignements et en les diffusant dans la sous-région centraméricaine. Ainsi, le PRODEMOR-Central – Expansion fera partie intégrante des réseaux d'apprentissage en matière de développement rural parrainés par le FIDA, comme FIDAMERICA et RUTA. Les modalités de gestion des savoirs incluront également un renforcement de la collaboration avec les universités et les groupes de réflexion sur le développement rural. L'accent sera mis en particulier sur l'échange d'expérience sur l'accès aux marchés et le développement des microentreprises.

## **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

26. La gestion financière et la passation des marchés de biens et de services, qui incomberont à l'UCP, seront pleinement conformes aux normes et procédures nationales. Un compte de projet sera ouvert auprès d'une banque commerciale ayant l'agrément du Fonds. Les aspects du prêt du FIDA ayant trait à la gouvernance seront renforcés grâce aux mesures suivantes: i) participation des bénéficiaires au comité d'examen/d'approbation du projet; ii) planification municipale et territoriale améliorée; iii) réalisation d'audits annuels indépendants conformément aux directives du FIDA en la matière; iv) participation du PNUD au soutien administratif; v) mise au point d'un manuel opérationnel cohérent; et vi) constitution d'une équipe de gestion du programme dynamique dans le pays. Outre l'accord de financement, le projet sera régi par: i) les règlements des fonds d'investissement pour le renforcement des actifs en faveur du développement rural et de la modernisation; ii) des accords opérationnels conclus avec des entités privées chargées de promouvoir les exportations et de fournir aux entreprises une assistance technique spécialisée; iii) des accords de collaboration avec les municipalités et les organismes publics; et iv) le contrat de services PNUD-El Salvador pour l'administration des fonds (paragraphe 23).

## **E. Supervision**

27. Le projet sera supervisé directement par le FIDA, depuis son bureau du Guatemala, ce qui permettra la réalisation d'au moins deux missions de supervision par an. Un appui continu sera assuré pour l'exécution du projet et la résolution des problèmes, conformément au plan de passation des marchés de biens et de services pour ce qui est des 18 premiers mois. Sous la responsabilité du chargé de programme de pays, le FIDA contribuera au lancement du projet et à la formation du personnel de projet en gestion financière et en S&E. Une attention particulière sera accordée au renforcement de l'organisme d'exécution et aux aspects du projet ayant trait à la parité entre les sexes et à la diffusion/gestion des savoirs, y compris l'enquête de référence et les enquêtes SYGRI.

## **IV. Coût, financement et avantages du projet**

### **A. Coût du projet**

28. Le coût total du projet est de 38,4 millions d'USD sur une période de cinq ans, y compris des provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution. La répartition des coûts par composante est la suivante: i) mise en valeur du capital humain et social, 6,7 millions d'USD (17%); ii) production durable et régénération et gestion des ressources naturelles, 11,1 millions d'USD (29%); iii) développement des entreprises et microentreprises rurales, 11,0 millions d'USD (29%); iv) services financiers ruraux, 5,1 millions d'USD (13%); et v) coordination du projet et renforcement institutionnel en faveur du développement rural, 4,5 millions d'USD (12%).
29. Les catégories de dépenses sont au nombre de huit: i) infrastructures (7% du coût de base); ii) équipement et véhicules (1%); iii) formation (7%); iv) accords et contrats de services (19%); v) fonds de renforcement des actifs en faveur du développement rural et de la modernisation (41%); vi) fonds fiduciaire en faveur de l'intermédiation financière rurale (10%); vii) salaires (10%); et viii) coûts de fonctionnement (5%).

### **B. Financement du projet**

30. Les sources de financement sont les suivantes: i) un prêt du FIDA d'un montant de 14,6 millions d'USD (38%); ii) un prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire d'un montant équivalant à 15,0 millions d'USD (39%); iii) des fonds de contrepartie versés par le gouvernement à hauteur de 5,4 millions d'USD (14%), dont 3,5 millions d'USD provenant du fonds de crédit du Projet de développement rural de la région centrale

(PRODAP II) et transférés dans le cadre du nouveau projet; et iv) une contribution des bénéficiaires d'un montant de 3,4 millions d'USD (9%).

### **C. Résumé des avantages et analyse économique**

31. La majeure partie des ressources sera investie dans les projets de production, les parcelles remises en état, les initiatives locales de production/d'ajout de valeur, les entreprises rurales et le renforcement des capacités dont bénéficieront directement les usagers ciblés. Les avantages prendront en outre diverses formes: infrastructures sociales développées, assistance technique spécialisée et fonds de recapitalisation plus importants en faveur de la production agricole durable; développement des entreprises et microentreprises rurales; et régénération et conservation des ressources naturelles.
32. Les principaux avantages sont les suivants: i) transformation des activités de subsistance traditionnelles en entreprises commerciales durables ayant accès aux sources d'investissement, au crédit et aux marchés; ii) renforcement des associations, autonomisation des communautés et capitalisation sociale; iii) accroissement de l'emploi et des revenus et amélioration de la sécurité alimentaire; iv) réduction de la dégradation des sols et de la vulnérabilité environnementale aux catastrophes naturelles; v) développement des infrastructures et des marchés de services financiers ruraux; et vi) renforcement de la coordination sectorielle et élargissement de la concertation.
33. Selon les résultats d'une analyse systématique, destinée à évaluer l'impact de l'insertion d'unités de production primaires et de microentreprises types dans les chaînes de valeur, les investissements dans ces activités génératrices de revenus sont rentables. La valeur actuelle nette pour l'ensemble des investissements est globalement positive puisqu'on obtient un taux de rendement interne de 19,4%.

### **D. Durabilité**

34. La stratégie du projet en matière de durabilité comporte un ensemble d'activités visant à donner aux bénéficiaires un sentiment d'appropriation des initiatives financées durant le cycle d'investissement, et notamment des infrastructures sociales et économiques. Cette stratégie a trait à la durabilité du capital humain et contribue à consolider les associations de producteurs et les entreprises de transformation et de commercialisation à valeur ajoutée. La durabilité du projet dépendra des éléments suivants: i) la capacité des associations de producteurs à gérer leurs propres entreprises et à établir des liens solides avec les marchés et les secteurs public et privé; ii) l'institutionnalisation du processus participatif de planification municipale et l'autonomisation sociale et économique des groupes cibles; et iii) le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles du Ministère de l'agriculture.

### **E. Identification et atténuation des risques**

35. Les risques suivants ont été identifiés comme pesant sur l'exécution du projet: i) la difficulté à lancer le projet en raison de retards dans l'approbation et la ratification du prêt par l'Assemblée nationale d'El Salvador; ii) l'ingérence politique dans les processus d'allocation des ressources aux niveaux municipal et local; et iii) les turbulences économiques découlant de la concurrence que se livrent les pays de la région pour les mêmes marchés (marché des États-Unis, par exemple), qui finiraient par se répercuter sur les entreprises des groupes ciblés par le projet.
36. Les mesures suivantes contribueront à prévenir ou atténuer ces risques: i) circulation des renseignements liés au projet directement auprès des parties concernées, comme les membres du Parlement et autres représentants de la zone d'intervention, les représentants nationaux, d'autres décideurs et représentants de la société salvadorienne dans son ensemble; ii) renforcement des institutions municipales par la promotion de plans locaux de développement; campagnes de communication sociale sur les procédures et exigences du projet; audits sociaux et

exercices analogues; et iii) recherche active d'autres marchés pour des produits spécifiques, en plus de la promotion de salons de l'agriculture.

37. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B dans la mesure où il n'aura sans doute aucun impact significatif sur l'environnement.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

38. Le projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, qui présente la petite agriculture de marché comme une activité rentable. Il sera exécuté en conformité avec les politiques du FIDA en matière de changement climatique, d'environnement et de gestion des ressources naturelles et sa politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones (notamment le principe du consentement préalable donné librement et en connaissance de cause). Il sera également conforme aux principales lignes directrices du Plan directeur de la coopération espagnole pour la période 2009-2012.

### **B. Alignement et harmonisation**

39. Le projet proposé: i) repose sur les objectifs stratégiques du plan national de développement du gouvernement pour la période 2010-2014, qui vise une réduction importante et vérifiable de la pauvreté; et ii) est conforme au plan sectoriel stratégique du pays. Par conséquent, il contribue à certains des objectifs prioritaires figurant dans le plan de développement national, comme l'atténuation des risques environnementaux liés au changement climatique et la reconstruction des infrastructures de production. De plus, il contribue à la réalisation de certains objectifs clés du plan de développement: réduction de la dépendance à l'égard des importations alimentaires et agricoles, création d'emplois en milieu rural, expansion de l'infrastructure sociale et économique et soutien spécifique aux petits exploitants, aux microentrepreneurs et aux femmes et aux jeunes des zones rurales, notamment.
40. **Harmonisation avec les partenaires de développement.** La stratégie globale d'intervention repose sur: i) l'instauration de partenariats avec le secteur privé afin de développer les réseaux d'accès aux marchés et les services d'assistance technique; ii) la coopération avec les organismes des Nations Unies et autres partenaires de développement (par exemple la Coopération for Assistance and Relief Everywhere, l'Agence allemande de coopération internationale, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, l'Agence des États-Unis pour le développement international); et iii) le respect général des principes inscrits dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

41. Le projet apporte les innovations suivantes: i) une démarche privilégiant la constitution d'associations d'entreprises agricoles et communautaires, l'accès aux marchés et les liens avec les entreprises; ii) le renforcement des alliances stratégiques avec le secteur privé; iii) l'adoption d'une approche de la production durable (filières alimentaires et commerciales) orientée vers l'adaptation au changement climatique, conjuguée à la planification territoriale et municipale; iv) la signature d'accords entre les propriétaires fonciers et les locataires en faveur d'investissements mutuellement bénéfiques dans la régénération des terres au niveau des exploitations; v) l'élaboration de produits de services financiers ruraux adaptés aux besoins des groupes ciblés par le projet; et vi) l'importance accordée au potentiel de développement des jeunes des zones rurales et à la formation des jeunes (hommes et femmes) à l'acquisition des compétences requises par des marchés du travail en évolution afin de renforcer leur capacité à créer leur propre entreprise.

42. **Approche d'élargissement.** Les stratégies de ciblage territorial des interventions et les instruments visant à améliorer les liens entrepreneuriaux et l'accès aux marchés permettront de surmonter les obstacles rencontrés dans les diverses régions du pays. Les connaissances acquises sur les méthodes utilisées pour établir des liens entrepreneuriaux et la manière dont les partenariats avec le secteur privé peuvent promouvoir l'accès aux marchés permettront d'envisager la reproduction des interventions et leur application à plus grande échelle dans d'autres pays d'Amérique centrale.

#### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

43. La concertation avec le gouvernement, les organismes internationaux de développement et les acteurs sectoriels a été renforcée du fait de la constitution d'un Groupe rural de concertation et de sa participation à l'initiative *Le savoir au service de la réduction de la pauvreté rurale et du développement* du Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP). El Salvador a formulé une politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui repose sur le droit constitutionnel à l'alimentation. La première dame d'El Salvador est la Ministre de l'intégration sociale et la coordinatrice du Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN).
44. Les principaux aspects de la concertation sont: le développement et la consolidation de la planification locale (participative) du développement aux niveaux des municipalités et des microbassins versants; et la promotion de l'accès aux marchés et d'un environnement favorable à la création d'entreprises et de microentreprises, privilégiant les capacités entrepreneuriales des femmes et des jeunes des zones rurales.

### **VI. Instruments juridiques et autorité**

45. Un accord de financement entre la République d'El Salvador et le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
46. La République d'El Salvador est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, par l'intermédiaire du FIDA agissant en qualité de gestionnaire fiduciaire.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

### **VII. Recommandation**

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, par l'intermédiaire du FIDA agissant en qualité de gestionnaire, fera à la République d'El Salvador un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à onze millions cent cinquante mille euros (11 150 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

**Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Desarrollo y Modernización Rural para las Regiones Central y Paracentral (PRODEMOR-Central) - Ampliación"**

(Negociaciones concluidas el 14 de octubre de 2011)

Número del Préstamo del Fondo Fiduciario: [insertar número]

Proyecto de Desarrollo y Modernización Rural para las Regiones Central y Paracentral (PRODEMOR-Central)-Ampliación (en adelante el "Proyecto-ampliación")

La Facilidad Financiera de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria (el "Fondo Fiduciario")

Y

La República de El Salvador (el "Prestatario")

(Cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

Acuerdan lo siguiente:

**Preámbulo**

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "FIDA") en su 100º período de sesiones aprobó el instrumento por el que se crea la Facilidad Financiera de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria ("Fondo Fiduciario") y asimismo autorizó que el Fondo Fiduciario, actuando mediante el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola ("FIDA") en su capacidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario, contrajera un convenio de préstamo con el Reino de España (España);

CONSIDERANDO que España y el FIDA, en su capacidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario, han contraído un convenio de préstamo con fecha 28 diciembre 2010;

CONSIDERANDO que el FIDA concedió un préstamo al Prestatario ("Financiamiento FIDA") por el importe de DEG 9 500 000 para asistir en la financiación del Proyecto PRODEMOR CENTRAL de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el Convenio de Préstamo del FIDA Número 728-SV de fecha 8 de abril 2009 ("Convenio de Préstamo 728-SV");

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado recursos adicionales mediante un préstamo del Fondo Fiduciario con el propósito de incrementar el financiamiento y cobertura geográfica del Proyecto PRODEMOR-Central FIDA 728-SV con el Proyecto-ampliación, tal y como se describe en el Anexo 1 del presente Convenio de Financiación.

Por lo tanto, las Partes acuerdan lo siguiente:

**Sección A**

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto-ampliación y Disposiciones de ejecución del presente Convenio (Anexo 1 del presente Convenio) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2 del presente Convenio).

2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones

enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos de este Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El Fondo Fiduciario proporcionará un Préstamo del Fondo Fiduciario al Prestatario (la "Financiación del Fondo Fiduciario"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto-ampliación de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

### **Sección B**

1. El monto del Préstamo del Fondo Fiduciario es de 11 150 000 Euros.

2. El Préstamo del Fondo Fiduciario se concede en condiciones ordinarias por un plazo de 18 años incluyendo un período de gracia de tres (3) a partir de la fecha en que el Fondo Fiduciario haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales previas para el retiro de fondos. La tasa de interés será el Tipo de Interés de Referencia del Fondo aplicable a los Préstamos del Fondo Fiduciario, que es la tasa de interés EURIBOR más el diferencial variable aplicado por el Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento para sus préstamos en Euro.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo del Fondo Fiduciarios será el dólar de los Estados Unidos de América.

4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero.

5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre.

6. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto-ampliación por un importe de hasta USD 1 732 000 para cubrir impuestos, en caso de ser necesario.

### **Sección C**

1. El Organismo Responsable del Proyecto-ampliación será el Ministerio de Agricultura y Ganadería, el mismo que el indicado en el Convenio de Préstamo 728-SV.

2. La Fecha de Terminación del Proyecto-ampliación será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del Préstamo del Fondo Fiduciario.

### **Sección D**

El Préstamo del Fondo Fiduciario será administrado y el Proyecto-ampliación será supervisado por el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola.

### **Sección E**

1. El presente Convenio está sujeto a la aprobación legislativa del Prestatario.

2. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por la Facilidad Financiera de España para  
la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria:

Presidente del Fondo Internacional de  
Desarrollo Agrícola en su capacidad de  
Fideicomisario de la Facilidad Financiera  
de España para la Cofinanciación  
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Ministerio de Hacienda  
Boulevard de los Héroes,  
1231  
San Salvador, El Salvador, C.A.

Por el Organismo responsable del  
Proyecto:

Ministerio de Agricultura y  
Ganadería  
Final 1a Avenida Norte y Avenida  
Manuel Gallardo,  
Santa Tecla, La Libertad,  
El Salvador, C.A

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo Fiduciario y las otras tres (3) para el Prestatario.

---

Por la Facilidad Financiera de España para  
la Cofinanciación de la  
Seguridad Alimentaria  
[insertar nombre y cargo]

---

Por el Prestatario  
Ministro Hacienda

## **Anexo 1**

### *Descripción del Proyecto-ampliación y Disposiciones de ejecución*

El Apéndice 1 (Descripción del Proyecto) y Apéndice 3 (Ejecución del Proyecto y disposiciones complementarias) del Convenio de Préstamo FIDA 728-SV se aplicará mutatis mutandis a este Convenio, excepto en lo que respecta a la Sección 1 del Apéndice 1, cuyo contenido serán reemplazado como sigue, para considerar el aumento de la cobertura geográfica del proyecto PRODEMOR CENTRAL originada por el Proyecto-ampliación:

“Apéndice 1 Sección 1.- Área del Proyecto. El área del Proyecto PRODEMOR CENTRAL y el proyecto-ampliación comprende las áreas rurales de ciento veintiún (121) municipios de las regiones Central y Paracentral, situados en los departamentos de: Chalatenango (treinta y tres municipios); La Libertad (veintidós); Cabañas (nueve); Cuscatlán (dieciséis); La Paz (veintidós); San Vicente (trece); y San Salvador (seis: Rosario de Mora, Panchimalco, Guazapa, San Martín, Santiago Texacuangos, Tonacatepeque). Estos municipios están clasificados como zonas predominantemente rurales y de pobreza extrema.”

El Apéndice 3 Sección 5.1. del Convenio de Préstamo FIDA 728-SV quedará de la siguiente manera: - “Documento de Proyecto. A) El Prestatario, por intermedio del Ministerio de Agricultura y Ganadería como Representante para la ejecución del Proyecto, previa no objeción del Fondo, firmará un Documento de Proyecto con un Organismo Internacional, con el objeto que este administre los recursos financieros y servicios tales como: a) Procesos de adquisiciones y contrataciones; b) pagos de bienes y servicios, entre otros, garantizando el uso de mecanismos competitivos y transparentes, que determine las condiciones, responsabilidades y atribuciones, que regularán los términos en que el Organismo Internacional administrará los recursos financieros, así como sus relaciones con el Ministerio de Agricultura y Ganadería.

B) Para respaldar las operaciones financieras que se deriven de la administración de servicios por parte del Organismo Internacional, el Documento de Proyecto hará las veces de un Contrato de Servicios, para efectos de documentar principalmente la transferencia de recursos financieros públicos en administración al Organismo Internacional, y además para justificar el pago al Organismo Internacional del porcentaje sobre el monto total ejecutado del préstamo, el cual deberá ser estipulado claramente en el Documento de Proyecto.”

## Anexo 2

### Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo del Fondo Fiduciario.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo del Fondo Fiduciario y la asignación de los montos del Préstamo del Fondo Fiduciario a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

<i>Categoría</i>	<i>Monto del Préstamo Fiduciario asignado (expresado en Euro)</i>	<i>Porcentaje de financiación</i>
I. Infraestructura	1 560 000	100% sin impuestos
II. Vehículos y equipos	70 000	100% sin impuestos
III. Capacitación	900 000	100% sin impuestos
IV. Convenios y contratos de servicio	1 730 000	100% sin impuestos
V. Fondos de Coinversión para el Desarrollo y la Modernización Rural	5 940 000	
a) Fondo de coinversiones de inducción a la producción sustentable	2 110 000	100% de transferencias a beneficiarios
b) Fondos de coinversiones de rehabilitación y conservación de los recursos naturales	790 000	100% de transferencias a beneficiarios
c) Fondos de coinversiones de apoyo al desarrollo de negocios y microempresas rurales	3 040 000	100% de transferencias a beneficiarios
VI. Salarios	340 000	100% sin impuestos
VII. Gastos de Operación	60 000	100% sin impuestos
Sin asignación	550 000	
<b>TOTAL</b>	<b>11 150 000</b>	

# Logical framework

OBJECTIVE HIERARCHY	KEY PERFORMANCE INDICATORS AND TARGETS	MONITORING MECHANISMS AND INFORMATION SOURCES	ASSUMPTIONS/ (RISKS)
<p><b>Goal</b> Poverty among the rural population in communities and municipalities of the Central and Paracentral Region is significantly reduced</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Percentage of households that increase their index of household assets ownership (RIMS anchor indicator)</li> <li>Percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator)</li> <li>Increase in the Human Development Index (national and departmental levels)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline, midterm and completion surveys</li> <li>El Salvador's Human Development Report (UNDP)</li> </ul>	
<p><b>Project Purpose</b> The rural poor in the Central and Paracentral Region build their human and social capital and increase their production, employment and income, while rehabilitate and manage natural resources rationally, in the context of consolidated rural development implementation structures.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>40 000 direct beneficiaries take part of project's integral development processes and investments, including at least 30% rural women;</li> <li>500 groups, organizations and association for community development (Adescos) improve their organizational and self-management capacities;</li> <li>65% of agricultural producers apply improved technologies for seasonal and perennial crops; and for natural resources rehabilitation/ conservation</li> <li>200 women in management committees;</li> <li>195 enterprises/ rural businesses operating at end of 3th year;</li> <li>All projects under MAG coordination harmonize planning, M&amp;E/L and reporting instruments by end of 3th year.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS impact survey implemented at 1<sup>st</sup> year, before mid-term and before completion</li> <li>Mid-term and final evaluations</li> <li>Regular M&amp;E reports</li> </ul>	<p>The GOES's agenda for rural development/ poverty reduction maintains its stated high priority</p>
<p><b>Output by Component:</b> <b>Human and Social Capital Development</b> <b>Output 1</b> The participation, decision-making and managerial capacities of rural/indigenous communities, producer associations and service providers are all strengthened, triggering off an integral community-centred and self-managed development process aimed both at inclusive development and rural modernization.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>50 community groups trained on integral community development management;</li> <li>100 organizations consolidated in community development and/ or economic-activities by type;</li> <li>50 Rural Municipal Promoters, trained on rural development promotion;</li> <li>50 cantones count with integral microwatershed development plans;</li> <li>3 000 rural women and youth trained in personal growth/ self esteem;</li> <li>40% of the 600 technical-scholarship recipients (50% women), access the labour market and 10% initiate rural businesses.</li> <li>10 500 families improved their overall sanitation and living conditions through basic infrastructure (e.g., improved stoves, latrines, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular M&amp;E reports</li> <li>Social audit reports</li> <li>Mid-term and final evaluations</li> <li>Municipal records/ archives</li> <li>Documents and records of organizations</li> </ul>	<p>Resources from central government are properly budgeted and channelled to municipalities in a timely manner. Resources allocated to development-triggering investments generate concurrent action</p>
<p><b>Sustainable Production and the Rehabilitation and Management of Natural Resources</b> <b>Output 2:</b> The sustainable and competitive production capacities of associations for community development (ADESCOS), family production units and producer organizations are effectively supported and enhanced.</p> <p><b>Output 3:</b> The beneficiary rural/indigenous populations take on improved sustainable production and rehabilitation technologies, contributing to reverse deforestation, soil erosion and overall natural resource degradation at the farm, micro-watershed and municipal levels.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>15 000 beneficiaries access project-promoted technical assistance services;</li> <li>150 organised producer groups, Adescos, implementing projects under agro-ecologically and sound business plans;</li> <li>50 producer organizations involved as (co-implementing) technical service providers;</li> <li>120 community technical agents (<i>Productores inductores comunitarios – PICs</i>) providing assistance to organised groups.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>6 000 beneficiaries access technical assistance on sustainable production and NR rehabilitation (at least 1 300 women);</li> <li>100 land rehabilitation agreements between sharecroppers/renters and landowners;</li> <li>10 microenterprises producing/ commercialising planting material/ seedlings;</li> <li>4 140 hectares of rehabilitated land through soil and water conservation.</li> <li>10 environmental service payment projects in execution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular M&amp;E reports</li> <li>Social audit reports</li> <li>Mid-term and final evaluations</li> <li>Documents and records of organizations / service providers</li> <li>Municipal records/ archives</li> <li>GIS mapping</li> </ul>	<p>Prolonged adverse climatic conditions, i.e., erratic and/or heavy rainfall or extended dry season do not harm extensively project results</p>
<p><b>Business and Rural Micro-Enterprise Development</b> <b>Output 4:</b> Organized beneficiaries develop and strengthen their entrepreneurial capacities, establishing and modernizing competitive rural businesses and microenterprises (agricultural and otherwise) both for local and external markets, from a value chain perspective.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>450 rural microenterprises (agricultural and otherwise) created and operating through business plans, (at least 30% by women/ youth);</li> <li>5,600 beneficiaries trained on production/ transformation-related abilities;</li> <li>25 rural enterprises created by rural women and youth, consolidated.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular M&amp;E reports</li> <li>Mid-term and final evaluations</li> <li>Business plans documents</li> <li>Documents and records of businesses and microenterprises</li> </ul>	<p>Comparative advantage for export products, maintained</p>
<p><b>Rural Financial Services</b> <b>Output 5:</b> Access to credit and financial services by project beneficiaries is facilitated for production, transformation, commercialization and export.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>US\$3.5 million channelled through the Rural Financial Intermediation Trust Fund;</li> <li>10 financial intermediaries with 20 new local branches, expanding financial services to 20 thousand people from 40 municipalities;</li> <li>6 000 active savers at project completion;</li> <li>6 000 active credits at project completion. At least 45% to women, and 10% to youth;</li> <li>200 microenterprises with access to credit;</li> <li>300 rural communities financially organised to facilitate access to basic financial services (local organizational models, geared to RFI branches and/or new cooperatives).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular M&amp;E reports</li> <li>Mid-term and final evaluations</li> <li>Trust Fund documents</li> </ul>	<p>The legal framework exists to transform the existing PRODAP II trust fund into a rural financial intermediation trust fund. Rural financial intermediaries, committed to rural poor development, do exist in the project area</p>
<p><b>Project Coordination and Institutional Strengthening for Rural Development</b> <b>Output 6:</b> The technical, operational and inter-institutional coordination capacities of the Ministry of Agriculture and Livestock (MAG), strengthened and consolidated.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The Rural Development Directorate at the Ministry of Agriculture (MAG), established and consolidated;</li> <li>100 technical and management staff sensitised and trained on key rural development-related themes (from IFAD-financed and other projects);</li> <li>MAG's knowledge management and communication strategy, established;</li> <li>IFAD-financed and other rural development projects harmonize their P/M&amp;E systems/processes under a results management framework in the context of a consistent country programme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study report</li> <li>Regular M&amp;E reports</li> <li>IFAD project portfolio review</li> <li>Social audit reports</li> <li>Mid-term and final evaluations</li> <li>Minutes of Rural Development Round Table meetings</li> <li>PCU follow-up reports</li> </ul>	<p>MAG implements organizational changes to adapt to new project requirements</p>